

xxx, le 16 janvier 2024

Monsieur le procureur du Roi, Monsieur R  zette,

Vous m'écriviez il y a quelques mois d'ici pour me parler de « sanctions » prévues pour les « menaces ». J'espère que la distance du temps écoule nous invitera à plus de tempérance et de raison, et au moins à ne pas trouver, à l'aune d'un refus explicite de l'inversion accusatoire, « abusive » mon intervention, et que vous ne trouverez ici que mes meilleures intentions, normalement déjà indiquées par la minutie accordée à ce nouveau message, laquelle, avec la gravité des faits qu'il relate, mérite, je crois, votre sereine attention.

Si vous me menaciez alors de sanctions, pour ma part je ne pense en revanche pas que je mena  ais qui que ce soit, et ne menace pas davantage qui que ce soit aujourd'hui. Mes propos ne pr  supposaient aucune action hostile vers autrui, ni ne les sous-entendaient.   videmment, un esprit mal avis   pourra toujours prêter à tout propos les intentions qu'il veut lui voir, et l'époque est à cette mode, mais ce n'est jamais par cette voie que quelque justice d'homme peut être conduite. Mais nous ne frayons pas avec ces argousins.

Non, je ne vous mena  ais pas ni — je réitère — ne vous menace par ce message-ci, d'aucune façon. Je ne suis pas dangereux et n'ai jamais été une menace pour personne, comme mon casier judiciaire devrait vous l'indiquer, et en outre ne possède aucune arme ni n'escompte en détenir... En revanche, je soulignais et remarque à plus forte raison encore aujourd'hui que les manques à leur devoir de représentants politiques et une absence assez générale de réponse depuis, continue, entretenue, forcément à ce point-là volontaire, confortent encore ma position, me donnent raison. Aussi mettais-je encore le doigt sur des menaces, elles bien réelles et senties — dont je suis, dont nous sommes la cible et dont je vous laisse juge d'après mon information —, et cautionnées, parfois conduites, directement ou indirectement, par le corps politique lui-même, validées d'ailleurs par ce mutisme-là qui, plus que par conséquent devenir l'indice de la menace qu'il couvre, en est déjà la marque...

Ce que je faisais et fais ici est exercer mon pouvoir de citoyen responsable, d'un point de vue qui, volontairement naïf ou non, doit en tous les cas rencontrer le vôtre, celui de votre fonction, par laquelle vous auriez plutôt à acclamer, supporter mes initiatives (entre mille, et en lieu et place de votre intervention menaçante que j'ai fatalement trouvée pour le moins très cavalière, en me proposant une fonction de critique au SPF Mobilité qui, laissé co   par mon intervention pourtant accessible, semble, pas uniquement par l'a priori parce que j'en constate le niveau à l'intérieur même de mon travail, composé de bras cassés) de citoyen exemplaire.

Par-delà les masques et en politique réelle, celle qui rencontre les sens, j'exerce évidemment davantage que mon pouvoir citoyen, mais celui d'homme tout simplement, celui de père justement inquiet.

Des imparables et effroyables faits appelant à la mobilisation tous les hommes qui en sont encore, à l'action les personnalités publiques qui comme vous jouissent d'une marge d'action profitable (quitte à ce que cette action les fasse sortir de leur fonction), donc : les épandages aériens de biocides sur nos têtes, intensifs depuis le lancement officiel de la campagne de dépopulation du *great reset*... Vous ne me direz pas que je suis à côté de la plaque. Vous n'aurez pas cette impolitesse et nous n'avons pas de temps à perdre à ces sottises. Je suis spécialiste mondial de la question (comme celle, par exemple, de l'imposture antiraciste) et ces épandages criminels, en plus d'être tout à fait objectifs, sont encore plus ou moins officiels.

Revenons-y sereinement alors : en quoi quelque question auprès du corps politique, qui y est très généralement et très éhontément passif, quelque appel à intervention à des hommes dans ou derrière les institutions, face au programme délibéré et en cours de l'empoisonnement de nos enfants devraient-elles être punissables ? Elles ne pourraient l'être que pour une flicaille qui pendant le covidisme, première phase de cette *réinitialisation* par notre effacement que nous goûtons tous (c'est-à-dire vous et moi, les « *inutiles* »), ont rué dans les foules à chevaux, cogné des gens « *testés positifs* » pour les amener dans des camps de concentration, séparé des parents de leurs enfants, ou par exemple permis l'exécution de vieillards par Rivotril...

Comment pourriez-vous me dire que je menace qui que ce soit là où je dénonce des gens et un système qui sont précisément en train de nous mettre à mort ? Quelles lettres adressez-vous à ces derniers ?

[Le triste et pleutre Philippe Mievis](#), responsable climatologie chez Météo Belgique, s'est lui-même réfugié derrière la menace de bâton alors que lui adressais au départ une question toute simple, et qu'il s'est senti insulté alors que je le surprénais en flagrant délit de mensonge. Ma simple question — « pensez-vous que les gens qui mènent ces opérations et qui autorisent méritent d'être sur cette terre ? » —, ne recouvrait pourtant elle-même, précisément, techniquement, aucune menace (ou il faudrait alors enfermer ce diable de Bernard Kouchner avant moi, qui lui n'a posé aucune question, mais a affirmé un vœu de mort, pour le compte du président syrien), pas plus cette affirmation fréquemment lancée autour de moi : « les gens sont bêtes à mourir et justement ils meurent en bête », pas plus encore qu'affirmer qu'il est impardonnable de ne pas réagir face à l'horreur de ce qui nous arrive, pas plus encore qu'affirmer que face à une colère populaire qui monte et que je ne pourrais contraindre même si je le voulais, les queues plates d'administrations ne pourront plus longtemps se cacher derrière l'institution, le droit ou la police, c'est-à-dire compter sur la protection des autres dans leur trahison, et ont tout intérêt alors à sortir du bois.

Je vous parlais surtout de la taxe déguisée que constituent ces procès-verbaux pour excès de vitesse et qui sont, dans certains cas [et en tout cas dans ceux que j'expose avec précision](#), *tout à fait illégitimes* (qu'ils soient légaux ou non, en réalité, et d'aucuns défendent, avec raison aujourd'hui, sans doute avec tort demain, par des arguments que moi-même expose, qu'ils ne le sont pas). Je vous parlais de choses qui ne devraient au demeurant pas avoir à se régler devant des tribunaux (les autorités y aggravent le préjudice), qui devraient être occupés à de bien plus sérieuses affaires, tandis que, et pour ne relever que cela, la violence urbaine se généralise par des sauf-conduits à des sans-têtes de lumpenprolétariat.

Ces contestations justes et jamais contredites ne sont anodines qu'en apparence. Ces sujets se rencontrent. Notre acceptation de cette taxe inique laisse déjà entrevoir notre participation à toute la violence que nous subissons. Du reste, en n'exposant là qu'une menue fraction de mon positionnement de défense qui à ce jour n'a jamais été considéré par quelque juge : savez-vous ce que représentent 227 ou seulement même, pour un PV récemment reçu, 96 €, en l'occurrence pour un 63 km/h au lieu d'un 50 max, pour des gens du quotidien, pour moi, pour l'assiette du contribuable moyen ? La disproportionnalité de la peine (inouïe) est déjà un argument *entier* de contestation — entier —, et, plus, de *révolution* lorsque votre cause n'est même pas entendue, par le plus grand mépris. Je conteste ce dernier PV, naturellement, au même titre que les autres, mais encore renforcé dans mon argument d'absence de réponse des autorités qui constituent une faute et une faute cumulée. De ces arguments encore, un fameux : il me faudrait une preuve — que, logiquement, il ne me revient pas d'apporter puisque, notamment, il n'est pas techniquement possible que je la présente — qu'un chauffard me suivant de trop près (cas de figure très probable) ne m'a pas invité à accélérer en ne respectant pas la distance de sécurité. En effet, cette attitude-là de

réponse est légitime (réaction légitime face à un stress), et je le démontre et elle l'est déjà par, on y revient, l'absence de réponse des autorités quant à mes questions posées sur cette cruciale question, renvoyant directement à ce problème majeur d'impunité des contrevenants à la souveraine règle de respect de la distance de sécurité entre véhicules. Ce que ces juges ont prouvé pour l'instant est qu'il n'en avait pas le niveau ou l'étoffe. C'est un échange humain et entre adultes qui est requis, et qui viendrait par exemple m'éclairer quant à cette réaction-là, forcément réputée légitime, et qui m'a encore contraint, hier matin, à rouler à 135 km/h sur bande de gauche, pendant quelques secondes et le temps de me rabattre, pour échapper à un fou qui collait mon véhicule à moins d'1,5 m de distance à 120 km/h...

Il ne peut d'ailleurs vous échapper que lorsque [la ministre de la Défense ne répond pas à mon honnête demande, pourtant rappelée quelques fois en plus de quatorze mois](#), qui concerne son action attendue pour la défense de nos ciels dont nous sommes souverains, elle, par ailleurs déjà complice au grave crime qui y est commis par l'absence de réponse à ce dernier (qu'elle ne peut pas ne pas connaître) en réalité déjà reflétée par l'absence (voulue) de réponse à mon honnête demande, *elle me donne là déjà raison* de ne pas régler d'ignobles et (par là notamment donc) *indues* amendes pour (ridicules) excès de vitesse. À cette dernière idée, comme à au moins quinze autres, je n'ai (donc) reçu *la plus petite réponse...*

Bref. Quoi qu'il en soit, après votre seule intervention qui ne laissait que planer l'ombre de la menace sur un citoyen volontaire en exercice actif de *démocratie participative*, que vous devriez, je crois, plutôt honorer que menacer, je vous saurais gré de bien vouloir, à défaut d'une action décisive contre l'empoisonnement en cours, dont par étouffement économique (des couches moyennes aussi, après lesquelles y passeront les supérieures), pour la collectivité, nos enfants avant tout envers lesquels nous avons l'impérieux devoir, le *devoir sacré* d'arrêter ces avions, par défense toute légitime, à défaut de ce combat qui du point de vue moral et humain devrait objectivement vous revenir dans un combat contre Davos et ses Orks auquel aucun homme ne peut se soustraire, auquel nous avons à prêter allégeance jusqu'à lui donner notre vie, d'intercéder en ma faveur ici dans ce dossier pour lequel je suis forcé de façon tout à fait inique à me présenter devant un tribunal correctionnel avec menace de déchéance de droit de conduire (ce qui serait pour moi synonyme de perte d'emploi : infamie, donc) : [cf. dossier en PDF en pièce jointe à cet envoi](#).

Après tous ces événements, je trouverais choquant que vous ne puissiez faire quelque chose pour moi.

À défaut de votre action juste et attendue pour le monde, je vous demanderais en tout cas, en considérant qu'il n'y a rien d'« abusif » dans ce que je dis, de ne plus me menacer — et ceci, un appel à l'aide, sera mon dernier message vers vous, que je ne menace donc pas plus que je ne menace quiconque, mais seulement que je questionne et auquel je réponds. Enfin, par pitié, si vous veniez à me répondre, épargnez-moi un recommandé, pour préférer me répondre plus simplement par voie plus naturelle : vous m'éviteriez par là une charge de *stress* supplémentaire, celui de courriers qui ne renferment (d'après mon expérience) que très rarement de bonnes et joyeuses nouvelles, et qui serait d'autant plus gratuite que je vous donne ici toutes les raisons possibles pour agir humainement. Ce système-là, irrespirable, est en train de mourir, et nous avons à en précipiter la chute.

Respectueusement, xxx xxx

